

Les MRE et le développement du Maroc : pour un changement de paradigme

Colloque X-Maroc Par Adam BAÏZ (X2009)

Enjeux des MRE pour le développement du Maroc

Les Marocains Résidant à l'Étranger (MRE) sont au centre de nombreux enjeux et de nombreuses attentions, aux yeux des pouvoirs publics comme des acteurs privés marocains. En effet, toujours plus nombreux et toujours plus qualifiés, les MRE font craindre au Maroc une fuite de cerveaux à la fois croissante et irréversible, et tandis qu'ils sont des pourvoyeurs de fonds, ils expriment aussi leur souhait de participer plus activement au développement du Maroc et à la coopération entre leur pays d'accueil et leur pays d'origine.

Les pouvoirs publics au Maroc sont conscients de ces enjeux : le Ministère chargé de la Communauté Marocaine Résidant à l'Étranger, la Fondation Hassan II pour les Marocains Résidents à l'Étranger, ou encore le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger ont été créés dans les années 90 avec l'objectif de maintenir et de renforcer les liens entre les MRE et le Maroc.

Mais plutôt que d'investir seulement dans *le retour physique* des MRE, il s'avère de plus en plus pertinent et efficace d'encourager surtout *les retours virtuels* des MRE.

Quelques chiffres sur la diaspora marocaine

La diaspora marocaine est un phénomène relativement récent qui connaît à la fois :

- Une intensification : les MRE sont aujourd'hui plus de 4.5 millions alors qu'ils n'étaient que 1.7 million en 1998. Rapportés au nombre total de marocains, les MRE correspondaient à 6% du total en 1998 et plus de 12% en 2013.
- Une mondialisation : même si la France reste en volume une destination privilégiée des MRE (1.3 millions de MRE en 2008), la diaspora marocaine s'est ouverte à de nouvelles destinations, en particulier les pays méditerranéens (Israël : 800 000, Espagne : 792 000, Italie : 525 000, etc), l'Amérique du Nord (Etats-Unis : 150 000, Canada : 100 000) ou encore les pays du Golfe (UAE : 80 000, Qatar : 75 000).
- Une diversification : la diaspora marocaine, après avoir été essentiellement ouvrière, est aujourd'hui très variée et de plus en plus qualifiée. Dans un même pays d'accueil, nous retrouvons des MRE dans toutes les catégories socioprofessionnelles, que ce soit dans le commerce, les professions libérales, le bâtiment, la recherche, l'enseignement, ou encore dans l'ingénierie, la finance et les métiers d'entreprise.

Comment les MRE contribuent-ils aujourd'hui au développement du Maroc ?

Les MRE sont des pourvoyeurs de fonds : selon la Banque Mondiale, près de 6.4 milliards de dollars ont été envoyés au Maroc en 2010, essentiellement depuis la France. Cependant, et en dépit des incitations à l'investissement au pays d'origine, les transferts de capitaux des MRE se sont stabilisés ces dernières années voire se sont tassés. Mais plus préoccupant encore est la fuite des cerveaux qui semble s'accroître :

- Près de 52 000 étudiants marocains partent annuellement à l'étranger. Selon l'étude Campus France (2013), plus de 30 000 d'entre eux choisissent la France, où ils essaient de nombreuses filières, des grandes écoles et des universités, de la licence jusqu'au doctorat.
- Même si une majorité des étudiants et des jeunes diplômés marocains expriment leur souhait de rentrer au Maroc après une première expérience professionnelle, ils sont de plus en plus nombreux à s'habituer à la culture et au confort de vie du pays d'accueil, et à craindre de se retrouver au Maroc avec des postes moins rémunérés et moins qualifiés.
- Si les statistiques sur les trajectoires des étudiants marocains restent lacunaires, il est indéniable que les MRE sont de plus en plus nombreux à rester définitivement à l'étranger et à y fonder leurs familles. Par exemple, pour le pays d'accueil historique qu'est la France, les MRE sont plus de 1.3 millions, mais si nous comptons aussi leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ce nombre est encore plus élevé.

Mais à défaut d'un retour physique, les MRE contribuent déjà au développement du Maroc et au rapprochement de leur pays d'accueil et du Maroc à travers différents types de retours virtuels :

- **Les transferts de capitaux** : l'immobilier et le commerce concernaient en 2012 plus de 60% des investissements des MRE au Maroc, suivis par le tourisme et l'agriculture (10/12% chacun). Afin d'encourager les MRE porteurs de projets souhaitant investir au Maroc, le Gouvernement a mis en place « MDM Invest », un fonds confié à la Caisse Centrale de Garantie (CCG) pour la promotion des Investissements des Marocains du Monde. Sous certaines conditions, ce mécanisme permet aux MRE souhaitant créer un projet d'investissement ou étendre un projet existant, de bénéficier d'une subvention qui s'élève à 10% du coût du projet. Lancé en 2010, et reconduit en 2013, le mécanisme est néanmoins très loin d'atteindre ses objectifs : alors que les dépôts effectués par les Marocains Résidant à l'Étranger (MRE) dans des banques marocaines avoisinent les 130 milliards de DH (soit 21% des dépôts effectués dans des banques au niveau national), seule une quinzaine de projets (de 1 à 5 millions de dirhams chacun) ont été soutenus par le fonds.
- **Les transferts de connaissances** : les MRE constituent déjà pour le Maroc une manne de connaissances pour l'expertise, la formation et la recherche. En particulier, le retour d'expériences et le transfert d'expertise passe de plus en plus à travers la création d'antennes et de filiales de boîtes de conseil et de cabinets d'études au Maroc. Qui plus est, des écoles et des universités marocaines, mais aussi le Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique (CNRST), mettent déjà à contribution des chercheurs et des experts MRE, et promeuvent les partenariats académiques et la recherche internationale. Les réseaux d'étudiants et de jeunes diplômés MRE sont également un levier crucial de mobilisation des connaissances et de promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation au Maroc.
- **Les transferts de « bonnes volontés »** : les associations de MRE fleurissent dans de nombreux pays et touchent à de plus en plus de domaines et de missions. En plus d'actions

humanitaires ponctuelles, un nombre croissant d'associations de MRE cherche à contribuer durablement au développement du Maroc à travers non seulement l'envoi de fonds pour restaurer des équipements collectifs (creusement d'un puits ou construction d'écoles), mais aussi à travers de véritables opérations de développement (électrification, eau potable, centres de santé, etc.). Enfin, les associations de promotion des cultures marocaines, de leur transmission et de leur métissage aux cultures d'accueil, jouent déjà un rôle primordial dans le rapprochement des pays d'accueil avec le Maroc.

Dans quels secteurs économiques les MRE sont-ils appelés à investir ?

Les investissements physiques et virtuels au Maroc ont de nombreux débouchés que les pouvoirs publics marocains cherchent à valoriser et à rendre attractifs. Le Ministère des MRE et des Affaires de la Migration a à cet effet identifié dix secteurs stratégiques d'investissements : l'offshoring, l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, le textile, l'agroalimentaire, le tourisme, les NTIC, la franchise et l'énergie. Ces secteurs s'intègrent aux six grands chantiers récents ou actuels lancés et pilotés par les pouvoirs publics marocains :

- Le Plan Azur : pour attirer plus de 10 millions de touristes dès 2010, il prévoit la réalisation de 6 stations balnéaires, avec près de 200 000 lits à la clé, et toutes les infrastructures de tourisme associées.
- Le Plan Emergence : présenté en 2005, il s'était donné pour objectif d'accroître de 1,6 point par an le PIB jusqu'à 2011, de réduire le déficit commercial et de créer près de 440 000 emplois. La stratégie du plan a été le fruit d'une analyse fine des potentialités à court et long terme du tissu industriel marocain et d'une large concertation avec les professionnels de l'industrie.
- Le Plan Maroc Vert : lancé en 2008, il a déployé une série d'incitations et d'impulsions pour mettre en valeur de l'ensemble du potentiel agricole du territoire.
- Le Plan Halieutis : pour le développement du secteur halieutique au Maroc, il vise la mise à niveau et la modernisation des différents segments du secteur de la pêche ainsi que l'amélioration de sa compétitivité et de sa performance.
- La stratégie Maroc Numeric 2013 ambitionne de généraliser l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), et prévoyait de générer, d'ici 2013, un PIB additionnel de 27 milliards DH et 26 000 nouveaux emplois.
- Le Plan solaire marocain consiste en un programme solaire de 2.000 MW (soit 38% de la puissance actuelle installée), pour apporter chaque année 18% de plus à la production nationale et, à terme en 2020, contribuer à hauteur de 14% à la puissance électrique, à hauteur de 70 milliards de DH.

Autour de ces six chantiers, et de toutes les initiatives individuelles et collectives, privées comme publiques, les MRE sont appelés à investir de leur temps, de leur énergie, de leurs capitaux et de leurs idées, et ce, pour un intérêt triple : leurs intérêts propres, l'intérêt du Maroc et l'intérêt de leur pays d'accueil. **A travers la création d'entreprises, le développement des entreprises existantes et l'innovation managériale, technologique ou encore financière, les MRE peuvent constituer un levier exceptionnel de créations d'emplois au Maroc.**

Pistes d'action pour renforcer les contributions des MRE

Pour inciter les MRE à contribuer, d'une manière ou d'une autre, au développement du Maroc, le groupe X-Maroc propose trois principales pistes d'actions :

1. **Changer de paradigme** : pour les millions de MRE qui vivent à l'étranger depuis plusieurs générations, et pour les millions à venir, il convient de valoriser avant tout les contributions virtuelles, qu'elles prennent la forme de capitaux, d'expertise ou d'engagement associatif. **A défaut d'un « retour » au Maroc des émigrés de première génération, il revient aux acteurs publics et privés du Maroc d'encourager tous les MRE à devenir les ambassadeurs et les acteurs d'un rapprochement et d'un co-développement bilatéral.**
2. **Renforcer notre connaissance du potentiel des MRE** : il est crucial de renforcer les statistiques concernant le nombre, les trajectoires et les compétences des MRE. Pour cela, les associations et les institutions installées à l'étranger et en lien avec le Maroc doivent être mobilisées pour sonder, sensibiliser et recueillir toutes les bonnes volontés et les bonnes idées. A terme, les pouvoirs publics marocains, en complicité avec leurs homologues des pays d'accueil, pourront alors mobiliser et solliciter de façon ciblée les MRE en fonction de leurs compétences, de leur disponibilité et de leurs candidatures pour tout projet, investissement ou mission permettant le développement du Maroc ou son rapprochement avec un autre pays.
3. **Consolider la transparence des opportunités au Maroc pour les MRE** : dans le sens inverse, il est essentiel de donner une lisibilité, une clarté et une facilité aux MRE d'identifier, de comprendre et de saisir les opportunités d'investissement physique ou virtuel au Maroc. Que ce soit pour s'impliquer, individuellement ou collectivement, dans l'un des grands chantiers économiques du Maroc, pour donner des formations ponctuelles dans des universités ou des entreprises marocaines, ou pour donner de son temps à un projet caritatif, il serait sans doute opportun de créer une plateforme « Opportunités MRE au Maroc » et de participer plus activement encore à des forums d'échange dans les pays où se trouvent les MRE.

En résumé, du jeune marocain étudiant à l'étranger aux MRE de la quatrième génération, la diaspora marocaine est un immense terreau de potentialités qui est, certes, encore peu valorisé, mais dont il serait déraisonnable de souhaiter un « retour » massif au pays d'origine. Au fil des années, les MRE deviennent des citoyens et des acteurs pleinement investis dans leur pays d'accueil, ce qui est en soi un point très positif. Il revient aux pouvoirs publics et aux acteurs privés marocains d'encourager tous les MRE à devenir également des citoyens et des acteurs du monde, et en l'occurrence, pour le développement du Maroc et le rapprochement économique, culturel, intellectuel et diplomatique entre leur pays d'accueil et le Maroc.